Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-289** **26/03/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 18

Objet : Appel à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence National de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chargé(e) de budget et gestion administrative (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de mission au pôle de la programmation budgétaire et du contrôle de gestion (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet scientifique dans le cadre de la réglementation REACH (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'inspecteur(rice) produits phytopharmaceutiques (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chef(fe) de projet en informatique (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service général et informatique (catégorie A) à LYON (69).

1 poste de chef(fe) du service technique administratif et financier (catégorie A) à DIJON (21).

Etablissement Public du Marais Poitevin :

1 poste de chargé(e) de mission - règles de gestion de l'eau - PiTE (catégorie A ou agent contractuel) à Luçon (85).

1 poste de chargé(e) de mission - hydrogéologie et hydrologie (catégorie A ou agent contractuel) à Luçon (85).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) de l'unité budget (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de chef(fe) de l'unité courrier et impression (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE) :

1 poste d'ingénieur(e) de projet et de développement "bien-être des équidés" (catégorie A) à TOURS-NOUZILLY (37).

1 poste d'adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale Auvergne-Rhône-Alpes (catégorie A) à AURILLAC (15).

1 poste de chef(fe) de service équi-ressources (catégorie A) à LE PIN AU HARAS (61).

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable des Transports et du Logement (MEDDE) :

1 poste de chef(fe) du bureau du droit de la commande publique (catégorie A+) à PARIS (75).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste d'ingénieur(e) d'appui technique aux politiques de l'eau (catégorie A) à COMPIEGNE (60).

Parc National des Pyrénées :

1 poste de chef(fe) d'unité territoriale Bigorre (catégorie A) à TARBES (65).

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

1 poste d'adjoint(e) à l'agent comptable (catégorie A) à ORLEANS (45).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 19/03/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de budget et gestion administrative (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à Durée Indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	Direction des laboratoires de sécurité des aliments et de santé animale Services des affaires générales
Missions / contexte	Le service des affaires générales est en charge de gérer et organiser les activités administratives et financières du laboratoire de sécurité des aliments et du laboratoire de santé animale. L'équipe est composée de 8 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de service, le chargé de budget et gestion administrative aura pour mission la coordination des activités du service, c'est-à-dire l'organisation, le suivi, le contrôle et la gestion des priorités du service.

Activités

Le chargé de budget et gestion administrative secondera le chef de service dans le pilotage budgétaire et participera à la gestion financière et administrative quotidienne des deux laboratoires, notamment :

- Suivi budgétaire :

- Exploitation des applications budgétaires,
- Préparation des éléments nécessaires à la construction du budget des deux laboratoires,
- Contrôle de la régularité budgétaire de l'exécution,
- Participation à la mise en place d'indicateurs de pilotage budgétaire,
- Développement et amélioration d'outils de reporting et actualisation des tableaux de bord,
- Suivi de la comptabilité analytique, participation aux mises à jour dans PROJEO.

- Suivi financier et administratif :

- Suivi, en lien étroit avec le pôle Conventions de la Direction financière, de l'exécution des conventions de recherche nationales, européennes et internationales,
- Suivi des dépenses d'investissements,
- Suivi des dossiers relevant des ressources humaines (gestion de proximité RH des 300 agents présents sur le site),
- Suivi de la facturation.

En outre, il assurera plus particulièrement :

- le pilotage et le suivi, en lien étroit avec le service Achats et marchés publics de la Direction des achats, des contrats de prestations et de service, et marchés publics,
- une collaboration étroite avec la Direction technique et informatique en vue de recenser, analyser les besoins des laboratoires et suivre les actions mises en œuvre pour y répondre (petits travaux, interventions des services internes, …).

Conditions particulières

Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Bac +5 type Master 2 administration, gestion et finances publiques

Expériences similaires

Première expérience nécessaire

Compétences

- Connaissances des règles budgétaires et de la comptabilité publique,
- Connaissance des règles de fonctionnement des structures publiques
- Maîtrise des outils bureautiques et en particulier d'Excel
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe, aptitude à la communication
- Capacité d'adaptation et de réactivité
- Esprit de synthèse et capacité avérée de reporting,
- Rigueur et sens de l'organisation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 avril 2015

Renseignements sur le poste : Christelle GAUTHERON, chef de service, christelle.gautheron@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-025 à : recrutement@anses.fr

Date : 11/03/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de mission au pôle de la programmation budgétaire et du contrôle de gestion (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (fin de CDD : 30/09/2015)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

L'Anses est soumise à l'application du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et doit se mettre en conformité avec ce décret pour le 1° janvier 2016.

Entité recruteuse

Direction financière
Service de la programmation budgétaire et du contrôle de gestion

La direction financière est structurée autour de deux grands pôles :

- Un service de la programmation budgétaire et du contrôle de gestion, qui assure le pilotage et le suivi des affaires financières de l'établissement et notamment la centralisation des conventions de recettes. Il a également en charge l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget, la consolidation de la comptabilité analytique et la réalisation du contrôle interne et du contrôle de gestion.

Missions / contexte

- L'Agence comptable, qui effectue les opérations financières et comptables de l'établissement, conformément aux dispositions des décrets n° 53-1227 du 10 décembre 1953 modifié relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif, n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'équipe est composée de 6 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de service et compte tenu de la mise en application du décret GBCP avec la mise en place d'une comptabilité budgétaire et la gestion en AE/CP (autorisations d'engagement / crédits de paiement) et le déploiement d'un nouveau système d'information, vous viendrez en appui à l'ensemble des missions du service et aurez plus particulièrement en charge les points suivants :

Activités

Mise en œuvre de la réforme GBCP et construction budgétaire

- recensement et analyse des engagements juridiques de l'Anses (consommateurs d'AE : marchés publics, conventions de dépenses, bons de commande), détermination des restes à payer,
- analyse des impacts de la bascule des comptes et du budget en 2016 selon les nouvelles règles du GBCP et mise en œuvre des mesures transitoires,
- participation au montage du premier budget de l'agence en AE/CP pour le BI 2016,
- appui dans le dialogue de gestion avec les entités pour l'établissement du budget 2016
- paramétrage lors du déploiement du nouveau système d'information : reprise de données, évolution des interfaces,

- **Gestion administrative et financière des conventions de recettes**

- réalisation et vérification des rapports financiers relatifs aux conventions de recettes,
- échanges concernant ces rendus, en interne avec les entités de l'Anses et le pôle recettes de l'Agence comptable, en externe avec les partenaires financiers,
- actualisation et mise à jour des outils de reporting.

Conditions particulières - Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC+5 (Ecole d'ingénieur, Master II en gestion financière, administration publique)

Expériences similaires
Débutant ou première expérience

Compétences

- Connaissances des règles budgétaires et de fonctionnement des établissements publics seraient un plus
- Maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel
- Connaissances en conception/manipulation de base de données serait un plus
- Rigueur et sens de l'organisation
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Capacités d'adaptation et de réactivité
- Sens du travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mars 2015

Renseignements sur le poste : Aude COIVOUS, Chef du service programmation budgétaire et contrôle de gestion (01 49 77 26 71) / Angélique MORIN-LANDAIS – Directrice financière adjointe (01 49 77 22 08)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-029 à :
recrutement@anses.fr

Date : 20/03/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique dans le cadre de la Réglementation REACH (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à Durée Indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Évaluation des Risques,
Unité Evaluation des Substances Chimiques – Pôle Appui à la Gestion

La direction de l'évaluation des risques (DER) réalise des expertises destinées à éclairer les politiques publiques de sécurité sanitaire sur l'ensemble des champs de compétence de l'Anses. Elle instruit également de nombreux dossiers techniques de demandes d'autorisation de produits ou de procédés en appui au gestionnaire du risque. La direction s'appuie à la fois sur l'expertise de ses scientifiques internes et sur les quelque 750 experts externes qu'elle mobilise dans ses collectifs. La direction produit également des études scientifiques s'intéressant notamment à l'exposition de la population. Elle assure, enfin, le fonctionnement d'observatoires relatifs à la connaissance des contaminants ou des compositions nutritionnelles.

L'unité en charge de l'évaluation des substances chimiques (UESC) élabore les dossiers scientifiques proposés par la France dans le cadre de la mise en œuvre œuvre des Règlements REACh (règlement (UE) n° 1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008). L'unité apporte également un appui aux tutelles (DGPR, DGT, DGS) pour toutes les questions techniques relevant des Règlements REACH & CLP, ou d'autres réglementations sur les substances chimiques. L'unité coordonne également les réponses aux saisines dans son champ de compétences et participe à l'élaboration de valeurs de références (VTR, VLEP, VGAI).
L'unité est composée d'environ 30 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Contribuer à la mise en œuvre du protocole d'accord et à l'élaboration des dossiers CLP et REACH. Dans le cadre de ce dernier, il s'agit plus particulièrement de prendre en charge des dossiers d'évaluation, d'identification de substances très préoccupantes ou de restriction, et d'analyse de meilleure option de gestion de risques.

Activités

↳ Assurer le pilotage de dossiers REACH
- Coordination de la rédaction différents documents de rendus : avis de l'Anses, rapports de synthèse, rapports d'évaluation, projets de décision de l'ECHA, dossiers annexe XV…
- Communication, suivi et traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, avec les instances de tutelles et au niveau des comités et groupes de travail européens

↳ Participer à l'expertise règlementaire et scientifique des dossiers concernant le devenir de la substance dans l'environnement et l'écotoxicologie.

↳Assurer les appuis techniques auprès des ministères de tutelle dans son domaine de compétence (Devenir de la substance dans l'environnement et l'écotoxicologie).

↳ Assurer une expertise règlementaire et scientifique sur certains dossiers REACH :
- Veille règlementaire,
- Analyse des dangers pour l'environnement, des risques, identification de substances d'intérêt, identification des mesures de gestion des risques les plus appropriées
- collecte et analyse des données pour les dossiers
- consultation des parties prenantes, animation/ mobilisation du réseau d'experts en interne et en externe.

↳ Assurer l'animation et la coordination d'équipes pluridisciplinaires (toxicologues, écotoxicologues, chimistes, économistes) pour la réalisation de l'évaluation scientifique prévue dans les dossiers REACH

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

- Diplôme d'ingénieur ou de Master 2 (Chimiste de l'environnement ou écotoxicologue),
- Docteur es Sciences (Chimiste de l'environnement ou écotoxicologue)

Expériences

Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation réglementaire des substances chimiques

Compétences

- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral),
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique (traitement de texte et de données, tableur…).
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Gestion de projet
- Connaissances réglementaires (REACH, CLP)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 avril 2015

Renseignements sur le poste : Christophe Rousselle (christophe.rousselle@anses.fr), Cécile Michel (cecile.michel@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence par courriel à : recrutement@anses.fr

Date : 20/03/2015

Poste à pourvoir	**Inspecteur Produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**1er juillet 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché – Unité des décisions d'AMM

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC). Ces missions, aujourd'hui exercées par le ministère en charge de l'agriculture, seront transférées à l'Anses à compter du 1er juillet 2015. La loi confie également à l'ANSES des missions d'inspection et de contrôle de ces produits.
D'autre part, l'Anses devrait à court terme se voir confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides.
Dans ce double contexte, et afin d'assurer une indépendance entre des activités d'évaluation et la gestion des autorisations, une direction des AMM (DAMM) sera créée au 1er juillet pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM sera chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle intégrera également l'unité de gestion des AMM qui assurera la réception et le traitement administratif des dossiers, dans un souci de cohérence des activités et de simplification du fonctionnement..

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de l'unité qui sera en charge des décisions d'AMM, l'inspecteur assurera la réalisation de contrôles dans le domaine de la production, de la formulation, de l'emballage et de l'étiquetage des PPP, MFSC et à terme des produits biocides. Cette mission intègre la proposition de programmes annuels d'inspection, la réalisation d'inspections et de prélèvements dans des sites de fabrication ou de distribution de ces produits, la proposition de suites et sanctions, ainsi que les bilans d'activités.

Activités

Dans le cadre de ses missions d'inspection, l'inspecteur sera chargé de :

- identifier des critères de ciblage pertinents pour les inspections, et contribuer à l'élaboration du programme annuel d'inspection, intégrant l'évaluation financière des activités (achats des produits, expédition, analyses…),
- identifier les laboratoires qualifiés pour les analyses requises, en lien avec l'unité évaluation physico-chimie et méthodes d'analyse des produits réglementés (UPCMA) de l'Anses,
- proposer des méthodes et grilles d'inspection appropriées,
- rédiger les procédures relatives aux activités d'inspection, au sein du système qualité de l'agence,
- établir et entretenir des collaborations avec les services de l'Etat en charge de l'inspection des produits (DGCCRF, DGDDI, DGAL-BNEVP), proposer un protocole d'accord avec ces services et assurer son suivi,
- planifier, programmer et réaliser des inspections de terrain, des prélèvements d'échantillons et rédiger des rapports d'inspection,
- proposer des suites sur la base des résultats des rapports d'inspection,
- réaliser les bilans et évaluations des programmes d'inspection, dans le cadre du rapport d'activités, des demandes de l'office d'inspection communautaire, ou des relations avec les services de l'Etat.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Déplacements fréquents sur le territoire national
-

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Bac +3 minimum, BAC + 5 souhaité
en physico-chimie ou santé des végétaux ou agronomie ou contrôle qualité

Expériences similaires

- Expérience souhaitée dans le domaine agronomique ou des produits phytopharmaceutiques,
- Expérience souhaitée dans le domaine de l'audit ou de l'inspection.

Compétences

- Connaissance de la réglementation des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de culture ou des produits biocides serait appréciée,
- Rigueur, précision, autonomie, sens de l'organisation,
- Force de proposition, capacités d'initiative,
- Aptitudes relationnelles,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 avril 2015

Renseignements sur le poste : marie-christine.deguenin@anses.fr **, tél : 01 49 77 13 88 ou** frederique.touffet@anses.fr, **tél : 01 56 29 52 67**

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-036 à recrutement@anses.fr

Date : 20/03/2015

Poste à pourvoir	**Chef de projet en informatique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Technique et Informatique
Service Etudes et Développements

Missions / contexte

La direction technique et informatique a pour missions de mettre en place les moyens permettant à l'Agence de garantir la maitrise technique de ses matériels et logiciels, de piloter les fonctions de mise en œuvre et de maintien en conditions opérationnelles des systèmes d'information et des réseaux de communication.
Elle veille à renforcer la cohérence d'ensemble, au niveau national, des moyens de traitement de l'information, ainsi qu'à mettre à la disposition des utilisateurs l'expertise technique indispensable à la satisfaction de leurs besoins.

La direction des systèmes d'information est également chargée d'animer le réseau national des responsables des systèmes d'Information.
Le service Etudes et développements intègre 4 principaux pôles de compétences :

- Applications de gestion financières, ressources humaines et gestion du temps
- Applications métiers et de laboratoires
- Intranet/Extranet
- Développement

L'équipe de ce service est composée de 8 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de service, le chef de projet sera en charge de :
Spécifier, organiser, planifier et réaliser les projets informatiques depuis leur conception jusqu'à leur déploiement.

Activités

1) Responsabilité du contenu fonctionnel du projet

- Participation à une rédaction précise du cahier des charges
- Benchmarking/choix du progiciel
- Prévision des moyens et ressources à mettre en œuvre (humains, techniques, financiers…)
- Pilotage de la réalisation (développements spécifiques ou intégration)
- Recette des réalisations et appréciation de leur conformité au cahier des charges de l'ouvrage

2) Préparation et déploiement du projet, et mise en œuvre des actions d'accompagnement des utilisateurs

- Définition de la cible utilisateurs
- Définition et mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement des utilisateurs, en fonction de leurs besoins
- Définition et organisation du service de support à l'utilisateur
- Déploiement de la nouvelle application et des nouveaux services
- Organisation de la maintenance
- Définition des modalités de traitement des demandes d'évolution

3) Conduite de projets informatiques

- Synthèse des éléments permettant à la MOA de faire un arbitrage garantissant la meilleure adéquation: qualité - coût.
- Organisation, coordination et animation avec l'équipe de maîtrise d'ouvrage du projet
- Arbitrage des éventuels différends entre contraintes techniques et besoins fonctionnels
- Coordination et synthèse des validations, assurance de la qualité des validations prononcées
- Circulation et diffusion de l'information côté maîtrise d'ouvrage
- Identification et proposition au commanditaire, en cours de projet, d'éventuelles modifications d'objectifs (qualité, coût, délai)
- Mise en place de tous les indicateurs nécessaires au suivi et à la gestion du projet, notamment sur son évaluation dont la satisfaction des utilisateurs

4) Veille et développements internes

- Veille technologique, étude d'architecture et préconisations techniques
- Maîtrise des socles techniques du référentiel Anses
- Maitrise du paramétrage des progiciels et applications déployées à l'Anses
- Encadrement et participation à des développements en internes

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 5 en informatique

Expériences similaires
3 à 5 années d'expérience dans la gestion des projets informatiques

Compétences

- Capacité d'adaptation à des environnements fonctionnels et techniques variés
- Connaissance des technologies suivantes :
  - J2EE, .Net
  - SQL, XML, HTML
  - Bases de données : Oracle, MySQL, SQL Server
  - Reporting : Business Objects
  - Outils de gestion de projet : MS Projet, SVN, la connaissance des best practices informatiques.
- Rigueur et autonomie
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Aptitudes relationnelles, goût pour le travail en équipe
- Capacité managériale en mode projet

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12/04/2015

Renseignements sur le poste : PARALIEU Arnaud, chef de service (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-037 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Agence de services et de Paiement - Délégation régionale Rhône-Alpes
45 quai Charles de Gaulle
69064 LYON CEDEX 06

Chef(fe) du service Général et Informatique

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste ASP : F4379
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : Poste catégorie A cotation 2</td><td>Cotation part fonction PFR: Attaché d'administration, Attaché principal d'administration: cotation 3,5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Poste directement rattaché au Délégué régional, membre du Comité de direction de la DR, en relation directe avec les Directions support du Siège de l'ASP et en contact avec la centaine d'agents du site.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Délégué régional, encadre, anime une équipe chargée du fonctionnement général de la DR, du pilotage de la performance et de l'informatique.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Encadrer les agents du service ;
- Participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale ;
- Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il a la responsabilité, rendre compte et proposer au délégué régional et directions transverses du Siège de l'ASP les améliorations envisageables concernant la gestion des RH, l'organisation, les procédures…
- Etre l'interlocuteur privilégié du Secrétariat Général de l'ASP et de ses services dans les domaines RH, administratif, financier, et pilotage de la performance ;
Assurer au quotidien l'organisation opérationnelle du service :
- Volet RH : Suivi administratif du personnel (fonctionnaires et CDD), suivi des carrières, apporter son appui au recrutement (40 agents en moyenne par an) ;
- Volet Gestion financière : Elaboration et suivi du budget du site, suivi de la gestion des factures … ;
- Volet logistique : Pilotage des achats du site (fonctionnement et investissement), relation avec les fournisseurs suivi du parc des véhicules de service (20 voitures + location courte durée), suivi de la copropriété… ;
- Volet informatique : Suivi et pilotage de l'activité des informaticiens.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">L'ensemble des responsables de la DR.
Tous les agents du site.
Les services ressources du Siège de l'ASP.
IGAPS .
Entreprises extérieures.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Très bonne connaissance du statut du personnel du MAAF ;
- Bonne connaissance des règles de marché public ;
- Bonne connaissance de l'environnement professionnel ;
- Bonne connaissance des dispositifs gérés dans son service et des outils correspondants ;
- Très bonne pratique des outils de bureautique et maitrise d'Excel.</td><td>- Capacité d'écoute ;
- Capacité de synthèse et d'expertise ;
- Très bon relationnel ;
- Bon manager ;
- Bonne maîtrise des modes de communication écrits et oraux ;
- Savoir être autonome et rendre compte.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- M. Philippe Marié, Délégué régional - Tél. : 04.72.82.21.01
courriel : philippe.marie@asp-public.fr
- Mme Catherine Gérard, Chef du service parcours professionnels - Tél : 05. 55.12.00.66 - courriel : catherine.gerard@asp-public.fr
M. Thierry Douville, Chef de service adjoint parcours professionnels courriel : thierry.douville@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Agence de Services et de Paiement – Délégation régional Bourgogne
18 A, bd Winston Churchill – BP 17039 – 21070 DIJON Cedex

Chef(fe) du service technique administratif et financier

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : F4372
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le poste proposé est placé sous la responsabilité directe du délégué régional.
Le chef de service organise et planifie le traitement de l'activité en lien avec les deux responsables des secteurs d'activité (technique et administratif).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chef de service assure l'organisation des équipes, la planification et le suivi opérationnel de l'ensemble des activités dont il a la responsabilité.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Assure l'organisation du service et des secteurs d'activité ;
- Assure le pilotage de l'activité ;
- S'assure auprès des chargés d'action de la bonne application des procédures ;
- Rend compte de son activité au moyen de bilans, d'analyses et de notes de synthèse ;
- Elabore les conventions passées avec les donneurs d'ordre et partenaires locaux ;
- Contribue au suivi budgétaire et évalue les besoins nécessaires lors de la définition du budget et des décisions modificatives ;
- Participe au recrutement de personnels ;
- Réalise les entretiens professionnels et participe au suivi des carrières.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations internes : est l'interlocuteur privilégié de services centraux du siège et des délégations régionales pour les domaines le concernant.
Relations externes : assure les relations avec certains services du Conseil régional (volet technique) et représente l'ASP dans les réunions externes pour les domaines le concernant.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance :
- Des réglementations relatives aux fonctions exercées ;
- Des techniques et outils mis en œuvre ;
- De l'environnement administratif et professionnel.
Maîtrise :
- Des techniques de communication orale et écrite ;
- Des techniques de management ;
- Des outils de reporting, des tableaux de bord.</td><td>- Rigueur, méthode et organisation ;
- Forte aptitude au management ;
- Aptitude à rendre compte ;
- Aptitude à la négociation ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Aisance relationnelle.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Guerric LALIRE, Délégué régional - Tél. : 03.80.72.61.73
mail : guerric.lalire@asp-public.fr
- Myriam GASNIER, Conseillère mobilité carrières DRH/SEEC, Tél. : 05.55.12.00 36, mail : myriam.gasnier@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission – Règles de gestion de l'eau - PiTE**
Domaines	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Piloter le processus d'élaboration de règlements d'eau sur la zone humide : groupes de travail géographique, propositions de fuseaux, expérimentation et propositions d'arrêtés préfectoraux. - Animer les projets de contrats de marais en partenariat avec les syndicats de marais candidats. - Elaborer des protocoles de gestion de l'eau et réviser les accords de niveaux d'eau. - Assurer le suivi du sujet inondation en lien avec la gestion des niveaux d'eau. - Suivre l'interface terre-mer. - Coordonner la gestion du PiTE (programme des interventions territorialisées de l'Etat) : enveloppes globales (AE), programmation des dossiers, engagement des dossiers (eau), appels de fonds (CP), suivi du programme.
Profil	Formation bac +5 spécialisée en gestion des milieux aquatiques et en agro-environnement (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Techniques et réglementation dans les domaines de l'agriculture et de l'eau. - Aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Informatique et systèmes d'information géographique. - Gestion de crédits publics. - Environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Conduite de projets et marchés publics. - Sens des relations humaines et du travail en équipe, fortes capacités d'animation.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr 02 .51.56.56.21
Date indicative de prise de fonction	Juillet 2015
Date limite de dépôt des candidatures	15 mai 2015
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission – Hydrogéologie et hydrologie**
Domaines	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Piloter le marché de mise en œuvre du Système d'Information sur l'Eau du Marais Poitevin (SIEMP) en collaboration avec les différents producteurs de données. - Piloter l'installation de piézomètres et l'installation d'échelles limnimétriques, afin d'améliorer la connaissance du fonctionnement hydraulique du marais Poitevin. - Expertiser les données hydrométriques (collecte, analyse, interprétation) en appui aux diverses missions de l'EPMP : contrats de marais, règlements d'eau, organisme unique de gestion collective, protocoles de gestion. - Rédiger des notes de situation, d'analyse, pour les instances de l'EPMP et les acteurs du marais Poitevin. - Superviser le système d'information (informatique, téléphonie, visioconférence).
Profil	Formation bac +5 spécialisée en hydrogéologie et sciences de l'environnement (Master 2 ou ingénieur) ; expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Expertise en hydrogéologie et en hydrologie. - Connaissances techniques et réglementaires en aménagement du territoire et en gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Capacité à conduire des projets et des marchés publics. - Bonnes compétences générales en informatique et en SIG. - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Sens des relations humaines et du travail en équipe. - Capacité à prendre des initiatives, inventivité, autonomie.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr 02.51.56.56.21
Date indicative de prise de fonction	Septembre 2015
Date limite de dépôt des candidatures	15 mai 2015
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
Secrétariat général / Affaires financières / Budget
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Chef(fe) de l'unité budget

N°appel à candidature : 150301	**Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel catégorie A : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**	
Présentation de l'environnement professionnel	Le poste est rattaché au service « Affaires Financières » de la direction «Secrétariat général ». Ce service, composé de deux unités (budget – achats/marchés) assure la gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'établissement, l'efficience et la régularité des achats par appels d'offres, ainsi que lagestion du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).	
Objectifs du poste	Le chef de l'unité budget aura plus particulièrement en charge la préparation du budget de fonctionnement et d'intervention de FranceAgriMer et le suivi de son exécution tant en dépenses qu'en recettes dans le nouveau cadre de la GBCP. Le titulaire aura également en charge d'assurer l'engagement des dossiers de dépenses et le mandatement des dépenses de fonctionnement (hormis ceux assurés par l'agence comptable). Le titulaire devra également assurer la préparation des documents pour le conseil d'administration.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Préparation des budgets en concertation avec les services gestionnaires ; - Fourniture régulières des tableaux de bord budgétaires ; - Engagement et mandatement des dépenses ; - Réalisation des travaux de prévisions nécessaires au pilotage budgétaire.	
Champ relationnel du poste	En interne : les unités du service, l'ensemble des unités de l'établissement et les services territoriaux. En externe : le SAFSL et la DGPAAT du MAAF et la direction du Budget.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire / Maîtrise**
	Connaître : - Les règles de finances publiques et de la gestion budgétaire et comptable.	Maîtriser : - L'utilisation des outils bureautiques (word, excel) ; - Les techniques de communication orale et écrite ; - Les outils de gestion budgétaire et comptable ; - Le management d'équipe. Etre autonome, savoir négocier, être rigoureux, être organisé, capacité de dialogue.
Personnes à contacter	- Alexandre CENSONI, chef du service affaires financières – Tél. : 01.73.30.23.70 alexandre.censoni@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 03 avril 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
Secrétariat général / Arborial / Courrier et impression
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 MONTREUIL CEDEX

Chef(fe) de l'unité courrier et impression

N°appel à candidature : 150302	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel catégorie A : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Le poste est rattaché à l'unité « Courrier-Impression du Service « Arborial » au sein du Secrétariat Général. L'unité Courrier-Impression a en charge les relations avec les services de FranceAgriMer et des autres occupants d'Arborial en matière de réception, de tri, de distribution du courrier simple et recommandé, arrivée et départ, sur l'ensemble du site Arborial et des antennes nationales. Dotée d'un atelier d'impression elle assure pour l'ensemble d'Arborial les impressions et façonnages. L'unité Courrier et impression a également dans son portefeuille les impressions externes, le suivi des fax et systèmes d'impression (copieurs et imprimantes…). Elle mène un politique de convergence des impressions. Elle établit des refacturation aux occupants.	
Objectifs du poste	Encadrer une équipe et moderniser les outils courrier et impression ainsi que la chaîne de travail, ouvrir la perspective de numérisation. Assurer les évolutions prévisionnelles en liaison avec les services clients (MEP, COMM, SI, Conseils). Participer au rôle collectif du service Arborial au sein du site.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Superviser et coordonner les deux activités impression et courrier de l'unité, suivi des dépenses et facturation aux autres établissements d'Arborial ; - Elaborer des cahiers des charges techniques pour les appels d'offres et contrats en matière de courrier, et d'impressions externes.	
Champ relationnel du poste	- Les services et entités de FranceAgriMer et du site ; - Les prestataires extérieurs type Poste, imprimeurs …	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtrise :**
	Connaître : - Le contexte professionnel et l'organisation de la structure ; - Le suivi budgétaire ; - Les techniques de rédaction de cahier des charges techniques.	Maîtriser : - Les techniques de management ; - La conduite de projet.
Personnes à contacter	- Frédéric BRUN, Chef du service Arborial – Tél. : 01.73.30.22.69 frederic.brun@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 03 avril 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Ministère du droit des femmes, de la ville de la jeunesse et des sports
Institut français du cheval et de l'équitation
Direction des connaissances et de l'innovation
INRA – 37 380 Tours-Nouzilly

Ingénieur(e) de projet et de développement « bien-être des équidés

N°du poste : **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Cotation part fonction PFR :**	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'IFCE a pour principales missions de : - Organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces ; - Accompagner le sport de haut niveau ; - Renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques ; - Développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ; - Garantir la traçabilité et l'identité des équidés ; - Valoriser son patrimoine matériel et immatériel. La mise en œuvre des actions concourant à ces objectifs fait l'objet d'un projet d'établissement écrit en 2015. L'IFCE est notamment chargé d'organiser un nouvel espace de concertation entre professionnels et tous les acteurs potentiels. Il contribue à orienter et mettre en œuvre la recherche équine, à produire les normes et références techniques utiles. Il définit et met en place des actions de formation initiale et continue. Il anime le réseau d'acteurs et stimule la mise en place d'un processus de diffusion d'informations adaptée à chaque cible.	
Objectifs du poste	Concernant le domaine du bien-être des équidés, l'ingénieur de projet et de développement est chargé de faire émerger la demande de la filière. Dans le prolongement des besoins exprimés, il/elle est responsable de la mise en place du dispositif d'amélioration continue allant de la recherche aux opérateurs de terrain tout en veillant à insérer l'IFCE comme opérateur du dispositif aux côtés des autres prestataires potentiels.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Rattaché(e) à la Direction Recherche et Développement, vous assurerez en particulier un rôle d'animateur pour : - L'identification des besoins exprimés par les organismes de la filière ; - L'animation technique d'un réseau de correspondants en délégations territoriales (descente et remontée d'informations) ; - L'animation de groupes projets en charge de la conception, de la réalisation et du suivi des actions de développement. Dans ce contexte, vous devrez : - Conduire et valoriser une activité de veille en matière d'actualités et d'innovations dans votre domaine ; - Identifier les besoins de recherche et d'études et solliciter les services capables d'y répondre ; - Etablir et suivre un plan de transfert des connaissances utiles (formations, séminaires, actions et outils de diffusion, identification des cibles et animation des réseaux de prestataires et partenaires) ; - Mettre en œuvre des journées ou des séminaires de transfert d'informations ; - Concevoir et réaliser des supports didactiques (écrits, audiovisuels ou format web) adaptés aux publics concernés.	
Champ relationnel du poste	Vous êtes rattaché(e) à la Direction Recherche et Développement dont les missions consistent à favoriser la production et le transfert de connaissances. Vous travaillerez au sein d'un collectif d'ingénieurs spécialisés par domaine thématique. Vous travaillerez étroitement avec les services recherche et diffusion, la Direction de la Formation, la Direction du sport, les délégués nationaux et les équipes des délégations territoriales. Vous serez en relation étroite avec les représentants professionnels (comités de développement du Conseil scientifique, groupes d'usagers, etc.). Vous établirez des partenariats avec les organismes scientifiques et techniques ou professionnels associés au plan d'actions de vulgarisation.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**

	- Expérience dans le domaine technique ou scientifique ; - Bonne connaissance de la filière ; - Connaissance technique dans le domaine du bien-être animal appréciée ; - Qualités rédactionnelles (écrit et web) ; - Maîtrise de l'anglais.	- Esprit d'analyse et de synthèse ; - Capacité à animer (réunions, réseaux d'acteurs, etc.) ; - Sens de l'organisation et autonomie, rigueur ; - Aisance relationnelle ; - Aptitudes pédagogiques, aptitude à la réalisation de supports de communication.
Personnes à contacter	- Françoise Clément - Tél : 06.86.42.71.62 Mail : francoise.clement@ifce.fr - Sophie Danvy - Tél : 06.29.55.60.38 Mail : sophie.danvy@ifce.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports
Institut français du cheval et de l'équitation
Délégation Auvergne-Rhône-Alpes, site d'Aurillac, Avenue de Julien, 15000 Aurillac

Adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale Auvergne-Rhône-Alpes

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 16221
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td colspan="2">Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel-</td><td colspan="2">L'institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras nationaux et de l'École Nationale d'Équitation.
Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'ifce a pour missions de :
- Organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces ;
- Accompagner le sport de haut niveau ;
- Renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; - Vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques ;
- Développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ;
- Garantir la traçabilité et l'identité des équidés ;
- Valoriser son patrimoine matériel et immatériel.

La mise en œuvre de ces objectifs fait l'objet d'un projet d'établissement écrit en 2015.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la délégation territoriale, l'adjoint(e) au directeur de la délégation assiste ce dernier dans tout ou partie de ses fonctions. Il assure notamment le management de proximité des équipes affectées sur le site d'Aurillac ou dans le reste de l'Auvergne. Il(Elle) participe à la construction et développe le projet d'établissement de l'ifce dans sa région. Dans ce cadre, il(elle) se voit déléguer la gestion d'une partie du budget de la délégation territoriale.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">L'adjoint(e) au directeur de délégation territoriale assiste ce dernier dans les domaines suivants :
- Mise en œuvre du projet d'établissement au niveau régional ;
- Conduite des relations avec les différents partenaires, notamment avec les collectivités, les services de l'Etat et les organisations socioprofessionnelles, plus particulièrement avec le conseil des équidés, afin de susciter ou accompagner dans une posture de service, la stratégie de la filière régionale,- construction et développement du projet de délégation territoriale en fonction du contexte local, de ses spécificités et de ses potentialités ;
- L'élaboration et mise en œuvre, dans le cadre du dialogue de gestion, de la programmation (objectifs, moyens, reportings) des actions de la délégation territoriale : formation, diffusion des connaissances, conseils, études et expertise, appui technique, contrôle sanitaire, éventuellement recherches… ;
- Conformité des différentes activités de la délégation avec les instructions des directions nationales concernées ;
- Contribution à des missions nationales ou interterritoriales.
Plus particulièrement, l'adjoint(e) au directeur de délégation territoriale Auvergne-Rhône-Alpes :
- Assure l'autorité hiérarchique et le management, dans une logique de GEPEeC, des agents de l'ifce en résidence administrative en Auvergne ;
- Participe aux comités de délégation territoriale ;
- Se voit délégué(e) une partie de la gestion de l'unité budgétaire Auvergne-Rhône-Alpes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En externe, l'adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale travaille en particulier avec les différents partenaires que sont les collectivités territoriales, les services de l'État, les organismes professionnels agricoles ou spécialisés, notamment le conseil des équidés, les établissements d'enseignement agricole...
En interne, l'adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale :
Aassure le management et la coordination des équipes auvergnates.
Il est également en relation avec : - Le coordonnateur des délégations territoriales, et les autres délégations territoriales ; dans ce cadre, il contribue aux échanges et à la mutualisation des pratiques ;
- L'opérateur « stratégie interne », contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre dans le cadre du dialogue de gestion, de la programmation (objectifs, moyens, reportings) des actions ;
- La mission "transfert de l'immobilier" ;
- Les directions supports de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
</table>

	- Connaissance fine de la filière équine, de son économie et de ses institutions ; - Management, organisation, planification ; - Gestion budgétaire ; - Gestion prévisionnelle des emplois des effectifs et des compétences (GPEEC) ; - Réglementation sanitaire en vigueur au sein de la filière équine ; - Montage et gestion techniques et financiers de projets complexes.	- Être force de proposition et d'initiative ; - Etre orienté vers l'action ; - Maîtriser l'expression écrite et orale ; - Faire preuve de qualités relationnelles ; - Etre force de conviction et de négociation ; - Faire preuve d'autonomie- Avoir le sens de l'organisation.
Personne à contacter	M. Olivier CROZE, Directeur territorial Rhône-Alpes, Auvergne Général - Tél. : 06.27.42.87.38 courriel : olivier.croze@ifce.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Ministère du droit des femmes, de la ville de la jeunesse et des sports
Institut français du cheval et de l'équitation
Direction des connaissances et de l'innovation
Haras national du Pin - 61310 Le Pin au Haras

Chef(fe) de service équi-ressources

N°du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Cotation part fonction PFR : Secrétaire administratif ou Attaché(e) d'administration : 3**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'IFCE a pour principales missions de : - Organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces ; - Accompagner le sport de haut niveau ; - Renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques ; - Développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ; - Garantir la traçabilité et l'identité des équidés ; - Valoriser son patrimoine matériel et immatériel. La mise en œuvre des actions concourant à ces objectifs fait l'objet d'un projet d'établissement écrit en 2015. En partenariat avec Pôle emploi, le Pôle Hippolia et la Région Basse-Normandie, il a créé en 2007 une plate-forme de rapprochement entre offre et demande d'emploi. Cette plate-forme a également pour mission d'informer et d'orienter sur les formations, les emplois et les métiers du cheval. Elle fournit des données, depuis 2010, à un Observatoire de l'emploi, des métiers et des formations de la filière équine. Equi-ressources agit sur l'ensemble du territoire national et son activité concerne tous les secteurs de la filière cheval.
Objectifs du poste	- Piloter et mettre en œuvre la stratégie et les objectifs définis par les partenaires publics et privés d'équi-ressources, en faveur de l'emploi, des métiers et des formations de la filière équine ; - Gérer et manager la structure dans une logique de prospective et de développement en France et à l'international.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le/la chef de service équi-ressources : - Élabore une stratégie de développement de services, notamment à l'international, en lien avec les partenaires concernés par l'emploi ou l'orientation ; - Anime le comité de pilotage d'équi-ressources et les réseaux de partenaires en France (Hippolia, AFASEC, APECITA, Pôle Emploi, Conseil des chevaux, etc.) et à l'étranger en lien avec la mission internationale de l'IFCE ; - Gère et conforte le budget du service en recherchant de nouvelles possibilités d'actions et de financement (vente de prestations, recherche de subventions régionales et européennes). Il constitue les dossiers techniques propres à chaque type de financement et sera responsable des restitutions nécessaires dans le cadre des partenariats ainsi établis ; - Manage l'équipe basée au Haras national du Pin et l'accompagne dans ses missions « siège » (animation/formation/accompagnement, développement de nouveaux services, etc.) ; il/elle met en place les conditions de réussite du fonctionnement en réseau avec les conseillers des délégations (indicateurs de performance, statistiques régionales, etc.) ; - Produit reportings, bilans et notes de conjoncture en lien avec l'activité et les domaines d'intervention d'équi-ressources ; - Vient en appui des conseillers emploi-formation dans la mise en place de la stratégie régionale en faveur de l'emploi et de l'insertion, et participe si nécessaire aux réunions dans les régions, en tant que représentant(e) national(e) d'équi-ressources ; - Assure le suivi des développements des deux sites Internet d'équi-ressources (plus de 1 300 connexions par jour) ; il/elle est responsable de l'actualisation des informations diffusées sur le site www.equiressources.fr, - Coordonne la mise en œuvre des actions de communication nécessaires à l'évolution du service (mise en place de la stratégie, des outils, liens avec les prestataires ; animation sur les salons) ; - Poursuit et développe la dimension information/orientation d'équi-ressources ; - Participe avec toute son équipe, aux productions de l'Observatoire associé à équi-ressources et valorise l'ensemble des travaux réalisés depuis sa création en 2010. Dans le cadre de ses missions il/elle sera amené(e) à se déplacer fréquemment vers Paris et en région, parfois sur plusieurs jours, et parfois le week-end.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Rattaché(e) hiérarchiquement à l'équipe en charge de l'appui à la filière, le/la chef de service est directement responsable des 4 conseillers basés au Haras national du Pin (siège) et à Chantilly (délégation AFASEC). Par ailleurs il/elle est responsable fonctionnel des 3 conseillers travaillant dans les délégations d'Uzès, de Montier-en-Der et du Lion d'Angers.
Par ailleurs, vous et vos équipes travaillerez en lien étroit avec le/la responsable de l'observatoire équi-ressources, lui/elle-même rattaché(e) à une autre unité.
Vos objectifs vous amènent à conduire vos actions en concertation avec les instances décisionnelles et les comités de l'IFCE, les socio-professionnels, les services de l'État et les collectivités territoriales.
Vos actions et celles de vos équipes dans le cadre de la bourse à l'emploi et de l'information sur l'orientation, vous amènent à être au contact des usagers du service et des publics variés.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Management et gestion d’un service ou d’une activité touchant des acteurs divers ;
- Connaissance des métiers, du marché de l’emploi et de l’organisation institutionnelle de la filière équine ;
- Connaissance des dispositifs de formation de la filière équine ;
- Approche globale d’un projet et gestion de priorités ;
- Vision transversale de la GRH apprécié : recrutement, droit du travail, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- Gestion de base de données ;
- Très bonne maîtrise des outils bureautiques ;
- Expérience en gestion de projet informatique appréciée ;
- Maîtrise d’une ou de plusieurs langues étrangères.</td><td>- Autonomie, sens de l’organisation et de l’initiative ;
- Facultés d’expression écrite et orale et d’argumentation (présentation de groupe, conseil, mise en forme de données partagées, convention, dossiers de financements, études, publications) ;
- Grandes qualités relationnelles, sens de l’écoute, diplomatie et ouverture d’esprit ;
- Animation constructive de groupe de travail ;
- capacité d’adaptation et d’investissement personnel sur un poste à enjeux ;
- Sens du reporting et du travail en équipe dans le cadre d’un réseau distant de plus en plus étendu ;
- Force de proposition ;
- Goût pour le challenge.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Mme Sylvie Doaré – Directrice du Département Diffusion – Tél. : 06.29.55.60.45
Mail : sylvie.doare@ifce.fr
- Mme Florence Méa – Directrice DAFAT – Tél. : 06.18.55.61.78
Mail : florence.mea@ifce.fr</td></tr>
</table>

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Secrétariat général

Direction des Affaires juridiques
Fev 2015

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste : Chef du bureau du droit de la commande publique

Voie d'accès	Durée d'occupation min-max	Évolution possible
A+	2-4 ans	Chef de bureau

Cotation du poste	3
Catégorie d'emploi	A +
Famille(s) professionnelle(s)	Affaires juridiques et contentieuses (JC)
Emploi(s)-type(s) de rattachement	FPEJUR 22 Affaires juridiques
Correspondance RIME	Cadre juridique

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	Secrétariat général Direction des affaires juridiques Sous-direction des affaires juridiques de l'administration générale Bureau du droit de la commande publique
Localisation	Tour Pascal B - 92055 Paris La Défense Cedex

Vacance poste et motif recrutement	Vacant, pour raison de mobilité à compter du 01 04 2015
Titulaire précédent (nom, grade …)	Pierre PIMPIE, administrateur civil
Nom et fonction du n+1	Stéphane SCHTAHAUPS, sous-directeur des affaires juridiques de l'administration générale

Missions (raison d'être du poste) :

Le bureau AJAG3 a une mission de conseil et d'expertise en matière de droit de la commande publique auprès des services déconcentrés et centraux ; il traite également d'une partie du contentieux lié à la commande publique. Cela suppose une réactivité du service et une homogénéité des réponses faites aux services. L'adjoint veille, avec le chef de bureau, à la satisfaction de ces objectifs.

Environnement du poste – Contexte et description du service :

Le bureau du droit de la commande publique (AJAG 3) suit la réglementation relative aux marchés publics et aux autres types de contrats applicables aux opérations d'achat de l'État. Il est associé à l'élaboration des textes nationaux, européens ou internationaux dans ces matières.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Tour Pascal B – 92055 La Défense cedex – Tél : 33 (0)1 40 81 60 68 – Fax : 33 (0)1 40 81 61 94

Il diffuse les connaissances juridiques et contribue au développement des compétences dans ce domaine ; il assure des actions de formation et de sensibilisation au droit de la commande publique.

Il assiste et conseille les services afin de renforcer la qualité, la sécurité et la régularité de la commande publique au sein du ministère.

Il traite des litiges nés de la passation ou de l'exécution des marchés publics et autres contrats d'achat d'administration centrale et des services qui y sont rattachés. Il prête son concours aux services déconcentrés lors du traitement des litiges de même nature et assure le traitement du contentieux relevant du ministre sur ces domaines.

Enjeux et dossiers principaux du poste :

Les réponses juridiques données par le bureau AJAG3 aident les services à la prise de décisions, lesquelles engagent l'Etat dans les actes qu'il prend, notamment dans ses composantes ou conséquences financières.

Activités principales :

Au sein du bureau, le chef de bureau :

- assure les missions d'organisation du bureau et de gestion des agents ;
- supervise les chargés d'études juridiques dans l'analyse de leurs dossiers et valide les projets de réponse ;
- organise la refonte d'une veille juridique dématérialisée (site intranet) ;
- assiste et conseille les services chargés de la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics ;
- veille en particulier au suivi des dossiers complexes ou sensibles ;
- traite de litiges relatifs aux marchés publics et conseille les services en la matière ;
- représente le ministère en justice (référé précontractuel) ;
- diffuse les connaissances juridiques notamment en assurant des actions de formation et de sensibilisation au droit de la commande publique.
- participe aux commissions et comités chargés d'émettre un avis sur les procédures sur lesquelles la DAJ est sollicité ;
- représente le ministère en interministériel ;
- suit l'évolution de la réglementation du droit de la commande publique, national (RIM, Conseil d'Etat, etc) et communautaire (en soutien de la DAEI auprès du SGAE).

Management :

Exercé dans le poste	Positionnement dans la structure
Encadrement des agents du bureau	Sous la responsabilité du Sous-directeur

Relations internes et externes :

Internes : direction (occasionnellement), sous-direction (sous-directrice et adjoint)

Externes : juridictions administratives, bureaux de rédaction des marchés, services acheteurs, bureaux des affaires juridiques des services déconcentrés, bureaux chargés de la formation, direction des affaires juridiques de Bercy.

Responsabilités tenant au poste ou au positionnement du titulaire :

Le chef du bureau assure le management de l'équipe (organisation et validation) et la gestion du bureau (activité) ; il veille, en particulier, à l'harmonisation de la doctrine de la DAJ ; il est également le seul agent, avec l'adjoint au chef du bureau (sauf exception particulière), à représenter le bureau auprès des autres services du ministère.

Compétences nécessaires et/ou à développer :

Compétences techniques	Master en droit public ou diplôme équivalent (IEP option service public...) ; Connaissance du code des marchés publics et de son évolution réglementaire ; Une expérience pratique de la procédure de passation ou de l'exécution des marchés publics est souhaitable.
Compétences transversales	Connaissances juridiques approfondies ; Esprit de synthèse ; Qualités rédactionnelles ; Capacité à être une force de proposition ; Polyvalence et autonomie.
Compétences relationnelles	Sens du relationnel et de l'animation d'une équipe.

Modes d'acquisit°	Formation initiale et continue

Profils recherchés, antériorité éventuellement nécessaire:

Le candidat doit avoir le goût de la recherche juridique et du contact des services opérationnels.

Conditions de travail :

Matérielles	Horaires et saisonnalités	Conditions particulières
1 bureau individuel avec mobilier et dotation informatique	Pas de contraintes de service	NA

Contact :

Stéphane SCHTAHAUPS – sous-directeur, 01.40.81.62.35
stephane.schtahaups@developpement-durable.gouv.fr

Pierre PIMPIE – chef de bureau, 01.40.81.66.44
pierre.pimpie@developpement-durable.gouv.fr

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Ingénieur d'appui technique aux politiques de l'eau (h/f)**
Affectation :	Délégation interrégionale Nord-Ouest
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de l'unité appui technique aux politiques de l'eau (par intérim le délégué interrégional adjoint)
Résidence administrative :	Compiègne (60200)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.
Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

La Délégation interrégionale Nord-Ouest (DIR 1) couvre le territoire de cinq régions administratives : Haute et Basse Normandie, Ile de France, Picardie et Nord Pas de Calais soit 18 départements. Ce territoire se situe au sein du périmètre des Agences de l'eau Artois Picardie et Seine Normandie dont il accueille par ailleurs les sièges.

La Délégation est composée de quatre unités thématiques :
- Connaissance de l'état et des usages de l'eau et des milieux aquatiques,
- Appui technique aux politiques de l'eau (ATPE),
- Contrôle des Usages
- Administration et logistique.

Elle compte en outre une annexe à Bourg Achard (27) et 12 services départementaux ou interdépartementaux, soit une quinzaine d'implantations géographiques.

Mission :

L'unité "ATPE" est chargée de l'appui technique et scientifique aux acteurs chargés d'élaborer les politiques de l'eau (DREAL, DDT, Agence de l'Eau…). En lien avec les services départementaux, elle porte l'expertise de l'Onema sur l'ensemble du territoire de la délégation dans le domaine de la protection et à la restauration des milieux aquatiques (continuité écologique, zones humides et hydromorphologie…). Dans ce contexte, l'ingénieur recruté sera plus particulièrement chargé de l'animation territoriale pour le bassin Artois-Picardie.

Activités :

- Assurer la bonne concertation avec les partenaires régionaux (DREAL, agence de l'eau Artois-Picardie), et départementaux (DDT, MISE),
- Assurer la coordination du bassin Artois-Picardie, faire le lien entre les deux DIR concernées sur les projets concernant l'ensemble du bassin,
- Assurer la représentation de l'Onema auprès des instances techniques de bassin (Commission internationale de l'Escaut, Agence de l'eau et DREAL) pour ce qui concerne l'action territoriale,
- Travailler en étroite collaboration avec les services départementaux (SD) et leurs partenaires pour la prise en compte des enjeux des milieux aquatiques dans les documents de planification et pour leur mise en œuvre (SDAGE, SAGE, programmes de mesures, PLAGEPOMI…),
- Rédiger des avis techniques et expertises pour les services déconcentrés de l'Etat (DDT, DREAL) soit directement, soit en appui aux services départementaux de la DIR,
- Représenter, au besoin, l'Onema et la délégation au sein de diverses instances techniques locales.

Relations liées au poste

Relations internes :

Ensemble des agents de la DIR et des SD
Directions techniques et scientifiques du siège et plus particulièrement la Direction du contrôle des usages et de l'action territoriale,
Réseau des ingénieurs et techniciens d'appui aux politiques de l'eau

Relations externes :

Services de l'Etat : Préfecture, DREAL, DDT, MISE, VNF
Agence de l'eau : siège et direction territoriale d'Amiens
Collectivités territoriales, Commissions locales de l'eau des SAGE
Bureaux d'étude, Maîtres d'ouvrages, associations, institution interdépartementale des wateringues…
IRSTEA, INERIS, autres structures de recherche et réseau de personnes ressources identifiées

Profil recherché

Connaissances :

Maitrise des sciences et techniques de l'environnement (biologie, écologie, hydrologie et hydromorphologie, génie écologique, …)
Connaissance juridiques et réglementaires relatives à la gestion et aux usages de l'eau
Connaissance des acteurs de l'eau et des services déconcentrés de l'Etat

Savoir-faire :

Mobiliser les compétences techniques et juridiques
Animer un réseau de partenaires (interne et externe)
Utiliser des systèmes d'information géographique

Autre :

Titulaire du permis B

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DIR1/ATPE/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 3 avril 2015

Appel à candidature

chef d'unité territoriale Bigorre – Parc national des Pyrénées -

Poste de catégorie A
ouvert aux fonctionnaires, agents titulaires de catégorie A de la fonction publique d'Etat des corps d'ingénieur des travaux publics de l'Etat et d'ingénieur agriculture - environnement

Le Parc national des Pyrénées

Le Parc national des Pyrénées a été crée le 23 mars 1967. Il est l'un des plus anciens des dix parcs nationaux de France. Il est organisé en deux zones : la zone cœur (*45 000 hectares*) réglementairement protégée et l'aire d'adhésion composée de soixante trois communes (*douze en Pyrénées-Atlantiques et cinquante et une en Hautes-Pyrénées*) et quelques 40 000 habitants. Il est doté de fabuleux paysages et d'une richesse floristique et faunistique exceptionnelle. Il œuvre à la connaissance de ce patrimoine, le protège et le gère.

En montagne tout comme dans les vallées, tous les publics sont accueillis. Le Parc national des Pyrénées développe des actions de sensibilisation et met en œuvre des animations à destination du grand public, des habitants de vallées, des scolaires et pour les personnes en situation de handicap et d'insertion.

Le Parc national est un partenaire permanent de la vie locale. Il soutient, grâce à sa charte du territoire, la valorisation d'un patrimoine naturel et culturel. Il favorise un développement patrimonial des vallées en apportant une aide technique et financière aux communes et à leurs regroupements, aux socioprofessionnels, aux associations…

La charte du Parc national des Pyrénées a été approuvée par le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012, modifié par décret numéro 2013-962 du 25 octobre 2013.

Il s'agit d'un projet de territoire qui définit des objectifs et des engagements de collaboration et de partenariat avec les acteurs du territoire pour une durée de quinze ans. Soixante trois communes ont fait le choix d'adhérer à la charte du territoire. Un plan d'actions a été arrêté. Des conventions d'application de la charte du territoire sont en cours de signature avec les communes et les personnes morales à vocation intercommunale.

La déclinaison de la charte doit être conduite, sur le territoire, avec l'ensemble des partenaires socio économiques, les élus, les associations et les habitants.

Parc national des Pyrénées
Villa Fould - 2 rue du IV septembre – BP 736 - 65007 Tarbes

Missions

Le chef d'unité territoriale Bigorre participe au comité de direction et aura deux activités principales :

- **coordination, gestion et animation de l'unité territoriale :**

Le chef d'unité territoriale :

- manage une équipe de trois techniciens spécialisés et des chefs de secteurs de l'unité territoriale,
- organise le travail de l'unité territoriale, en planifiant et coordonnant l'ensemble des activités, en étroite relation avec les chefs de secteurs en ayant une vigilance particulière sur les agents ayant des compétences transversales,
- fixe les objectifs des chefs de secteurs, veille au suivi de l'avancement des activités, rédige le bilan des activités avec l'appui des chefs de secteurs,
- évalue annuellement les chefs de secteurs et les techniciens spécialisés,
- assure la répartition des moyens affectés à l'unité territoriale (*dotations matérielle, logistique et humaine*),
- anime les réunions internes de l'unité territoriale,
- s'assure de l'application des consignes de sécurité auprès des agents,
- assure la continuité du service, notamment au titre du management des secteurs, au sein de son unité territoriale,

- **suivi de la mise en œuvre de la charte du territoire du Parc national des Pyrénées :**

En étroite relation avec la chargée de mission charte du territoire, le chef d'unité territoriale :

- coordonne et développe les relations avec les partenaires locaux à l'échelle intercommunale (*services de l'Etat, régions, départements, communauté des communes, pays, commissions syndicales, syndicats mixtes*, …). Pour l'unité territoriale Béarn, cette mission est étendue aux communes de la vallée d'Aspe,
- participe ponctuellement aux réunions thématiques avec les chargés de mission des services direction, connaissances, développement et communication,
- coordonne la mise en œuvre des conventions d'application de la charte du territoire et rend compte de l'avancement des programmes annuels,

- **activités annexes :**

- peut être amené à représenter le Parc national des Pyrénées dans des colloques, conférences ou manifestations,
- propose, au service communication, des éléments utiles à la valorisation de l'établissement sur le territoire,
- planifie et met en place un programme d'accueil saisonnier,
- est amené à participer à des actions de terrain.

Compétences recherchées

1 - compétences techniques :
- réglementation des Parcs nationaux et des espaces protégés,
- loi numéro 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux, connaissance fine du territoire, du contexte socio-économique et de ses principaux acteurs,
- connaissances du fonctionnement des collectivités locales.
- organisation, techniques de management, connaissance des principes relatifs à la gestion d'unités fonctionnelles de la fonction publique d'Etat,
- maîtrise des outils informatiques courants (*Word, Excel, Power Point*),
- bonne pratique de la montagne,

2 - compétences transversales :
- autonomie, réactivité, esprit d'initiative, disponibilité,
- capacités d'analyse et de synthèse,
- expérience d'animation de réseaux d'acteurs,

3 - compétences relationnelles :
- aisance relationnelle et en prise de parole en public,
- aptitude au travail en équipe,
- capable de diplomatie et de force de conviction,
- sens de l'organisation,

Conditions d'exercice du poste

1 - conditions matérielles : dispose des moyens logistiques de l'unité territoriale Bigorre et du secteur du Parc national des Pyrénées de Luz Saint Sauveur. Le poste est positionné à Luz Saint Sauveur - Hautes-Pyrénées.

2 - horaires et saisonnalités : application du règlement intérieur de l'aménagement et de la réduction du temps de travail du Parc national des Pyrénées. Une forte disponibilité est nécessaire du fait de déplacements réguliers y compris en soirée et le week-end, notamment, lors de réunions techniques et publiques (*conseils municipaux, réunions d'élus*).

3 - conditions particulières : le chef d'unité territoriale bénéficie d'un téléphone portable et d'un ordinateur portable.

L'unité territoriale Bigorre du Parc national des Pyrénées couvre les territoires du val d'Azun et des vallées de Cauterets – Luz Saint Sauveur – Gavarnie et d'Aure.

La résidence administrative est fixée au siège de l'unité territoriale Bigorre du Parc national des Pyrénées à Luz Saint Sauveur - Hautes-Pyrénées.

Encadrement de personnel :	X oui
Si oui combien : trois techniciens spécialisés et les chefs de secteur	
Fonctions transversales :	X non
Chef de projet :	X non

Disponibilité

Poste à pourvoir au 1er septembre 2015.

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser, avant le mercredi 15 avril 2015 à 17 heures, une lettre de motivation et un curriculum vitae à :

Monsieur le directeur du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES

Une copie du dernier arrêté en date, reflétant la position et le grade du candidat, sera jointe.

Les candidatures reçues par voie électronique ne sont pas prises en considération.

Une première sélection des candidats se fera sur dossier. Le Directeur du Parc national des Pyrénées organisera un entretien avec les candidats sélectionnés. Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée, par un courrier, des suites réservées à sa démarche.

Pour tout renseignement complémentaire sur le poste et les missions fonctionnelles :

Monsieur Gilles PERRON
Directeur du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES
Tél : 05 62 54 16 40

Pour tous renseignements statutaires :

Monsieur Yves HAURE
Secrétaire général du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES
Tél : 05 62 54 16 40

Fait à Tarbes, le jeudi 19 mars 2015

L'agence de l'eau Loire Bretagne

Etablissement public de l'Etat (340 personnes) chargé d'aider la lutte contre la pollution de l'eau et de préserver les milieux aquatiques

recrute par détachement à Orléans (45)

Adjoint à l'Agent Comptable (H/F)

cadre d'emplois des attachés territoriaux

Adjoint de l'Agent Comptable (comptable public) vous êtes garant de la mise en œuvre et de la bonne exécution de la gestion comptable de l'établissement. Vous suppléez à l'Agent Comptable dans le cadre d'une délégation et pouvez être amené à le représenter au sein de différentes instances.

Missions :

Vous veillez à la bonne exécution d'un budget annuel de 360 millions d'euros, alimenté par les redevances des usagers de l'eau, et qui permettent de financer les actions d'intérêt commun pour l'eau du bassin Loire-Bretagne.

Vous garantissez le respect de la règlementation comptable publique vis-à-vis de la Cour des Comptes.

Vous instruisez des dossiers complexes notamment en matière de procédures collectives et de saisine des Chambres Régionales des Comptes

Vous concevez des procédures liées aux évolutions comptables.

Vous participez à des projets transversaux stratégiques (dématérialisation de la chaîne comptable, mise en œuvre du décret 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique, mise en œuvre du télépaiement)

Vous centraliser, relayer et valoriser les informations dans le domaine comptable.

Vous pilotez et réaliser des actions transverse au service.

Vous animez une équipe de 5 personnes

Profil :

De formation supérieure, vous possédez une expérience confirmée dans le domaine de la gestion financière et comptable publique, ainsi qu'une expérience confirmée en management et conduite de projets.

Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV, photo) sous ***réf***
sur le site internet : ***www.eau-loire-bretagne.fr*** *rubrique « offres d'emplois » dans la colonne droite « Recherche avancée » avant le* ***20 avril 2015.***